

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**MINISTERE DE LA FAMILLE, DE  
L'ENTREPRENARIAT FEMININ ET DE LA  
MICROFINANCE  
(MFEFME)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA  
GESTION 2009**

**RAPPORT FINAL  
(mai 2011)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 24 mai 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par le Ministère de la Famille, de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Micro finance (MFEFM) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par Ministère de la Famille, de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Micro finance (MFEFM) avec les dispositions dudit code. Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

## **1. Réserves**

- (a) les opérations de passation des marchés par DRP effectuées au niveau du MFEFMF sont marquées par la récurrence de pratiques collusives. Sur un échantillon de 66 DRP (563 512 522 F CFA) contrôlées extraites d'une population de 93 DRP présentées (654 665 327 F CFA), nous avons constaté que 48,49 % d'entre elles (représentant 50,38 % de la valeur de l'échantillon, soit 283 876 822 F CFA) constituent des consultations sans réelle concurrence puisque simulées . En effet, outre des cadres de présentation identiques pour certaines factures pro forma, les mêmes fautes d'orthographe ou de grammaire y sont reproduites, les montants proposés suivent dans certains cas des progressions arithmétiques régulières... Ces observations sont caractéristiques soit de collusions entre soumissionnaires, soit de simulations de concurrence par l'autorité contractante elle-même ;
- (b) nos contrôles ont permis de constater que les factures pro – forma produites par certaines entreprises consultées ne mentionnent ni numéro de Registre de Commerce, ni NINEA (factures pro forma des entreprises DMSK et SSI soumissionnaires au marché de fournitures scolaires au niveau du SAGE), en violation des articles 43 et 45 du CMP, ce qui atteste du non respect de la réglementation en matière de présélection des candidats dans le cadre de la procédure de DRP ;
- (c) nous avons noté la démultiplication des achats de même nature qui auraient dû être regroupés pour éviter le fractionnement des commandes proscrit par les dispositions de l'article 54 – 2 du CMP ; à titre d'exemple des achats de produits d'entretien (SAGE et Cabinet du Ministre), de fournitures de bureau (Direction du Développement Communautaire et CENAF), des frais d'entretien et de maintenance des bâtiments (CSA), de carburant (DSDS), de formation de maitres coraniques (EVF DAARA) ont donné lieu à la conclusion de marchés fractionnés pour un montant total estimé à 94 985 946 F CFA représentant 14,51% de la valeur de l'échantillon - test, attestant ainsi de l'absence d'une planification des achats conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Ce fractionnement des commandes résulte, en partie, d'une interprétation erronée de la réglementation consistant à considérer chaque administrateur de crédit comme une autorité contractante ;
- (d) des commandes directes hors procédures concurrentielles ont été passées par différentes directions pour un montant total estimé à 91 306 531 FCFA en violation du CMP. L'ensemble de ces achats directs représente 13,94 % du nombre des opérations recensées dans notre échantillon - test;
- (e) nous avons relevé que des entreprises ayant les mêmes propriétaires ont été régulièrement consultées dans le cadre des DRP ; un tel constat doit normalement entraîner l'annulation du marché et la saisine de l'ARMP pour enquête et mise en œuvre des sanctions prévues par la réglementation ;

- (f) des entreprises à la fois prestataires de services d'entretien, fournisseurs de produits d'entretien ou de bureaux, fournisseurs de billets d'avions et de per diem, organisateurs d'ateliers ou de séminaires, prestataires de services de prestations intellectuelles, etc., sont régulièrement consultées pour différentes natures de prestations, ce qui dénote l'absence de mise en œuvre d'une procédure de présélection des candidats conforme aux dispositions de l'article 77 du CMP sur les DRP, qui préconise la constitution de listes restreintes composées de prestataires qualifiés pour fournir les services ciblés ;
- (g) la réalisation de la mission portant étude socio – économique sur le vieillissement a été confiée à un prestataire qui n'est pas qualifié pour effectuer ce type de prestations intellectuelles pour un montant de 11 999 420 F CFA. Ledit prestataire DAMEL TRADING évolue dans le commerce de marchandises diverses... Notons sous ce rapport que tous les « consultants » short – listés sont plutôt connus dans le commerce de marchandises diverses, l'import export, la quincaillerie, la droguerie, le froid, .... Le dossier de passation ne comprend ni termes de référence, ni propositions de services, ni rapport d'étude, laissant subsister une incertitude sur la réalité de la prestation. Le même constat a été fait pour la réalisation, pour le compte de la DSDS, de la mission portant étude d'évaluation et de réactualisation des indicateurs de suivi des projets et programmes sociaux confiée au GIE MBOUR ET GOUNASS pour 9 999 320 FCFA. Pour ces différentes DRP marquées de surcroît par des manœuvres collusives, nous n'avons obtenu ni termes de référence, ni offres de services en bonne et due forme (en lieu et place des factures pro forma ont été fournies), ni rapport d'étude à l'appui des certificats administratifs attestant la réalité des prestations ;
- (h) l'organisation, par la DSDS, d'un atelier de finalisation de la contribution du Ministère de la Famille aux OMD a été confiée pour 14 892 780 F CFA à FALLOU DISTRIBUTION SERVICES, une entreprise spécialisée dans le nettoyage, la vente de produits d'entretien, de matériel informatique... Le dossier ne comporte ni termes de référence, ni rapport au terme de l'atelier laissant subsister une incertitude sur la réalité des prestations ;

En outre, nous relevons qu'une autre DRP relative à l'organisation par le Cabinet du Ministre, d'un autre atelier de finalisation et de validation de la contribution du Ministère pour la réalisation des OMD a été attribuée à BERDES pour un montant de 20 894 260 F CFA nettement au dessus du seuil de passation des marchés par AO pour les services. Non seulement le mode de passation est inadéquat, mais nous sommes dans un cas de fractionnement, car ces deux DRP ont le même objet. Au regard de notre échantillon, 35 787 040 FCFA ont été dépensés pour cette même activité, sans production de rapport ou justificatif permettant d'attester de la réalité des prestations autre que le certificat administratif;

Le même constat a été fait pour la réalisation, pour le compte de la DSDS, de l'atelier de partage des orientations et missions du Ministère avec les services centraux et déconcentrés confié à NT TRADING pour 11 570 136 F CFA et pour le compte du Projet de Lutte Contre la Traite et les Pires Formes de Travail des Enfants, de quatre ateliers attribués aux termes de DRP simulées pour un coût cumulé estimé à 47 913 500 F CFA ;

- (i) des entreprises qui ne sont ni des compagnies aériennes, ni des agences de voyages sont consultées pour la fourniture de billets d'avions à la DSDS ; de surcroît, la DSDS demande aux soumissionnaires d'inclure dans le prix des billets d'avion les frais de mission à verser aux bénéficiaires en violation de la réglementation sur les finances publiques;

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission**

- (a) le rapport annuel de la Commission des Marchés (article 141 du CMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé par le Ministère de la Famille, de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Micro finance.
- (b) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.
- (c) les documents de passation des marchés de plusieurs acquisitions comprises dans notre échantillon et dont le montant cumulé se chiffre à 275 620 513 F CFA (48,92 % de la valeur de l'échantillon des DRP) n'ont pas été mis à notre disposition pour la mise en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre de nous assurer de la conformité de leur conclusion aux dispositions du CMP.

Au regard des nombreuses anomalies constatées sur les marchés revus et évoqués aux paragraphes 1 et 2 ci - avant, notre avis est que, le Ministère de la Famille, de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Micro finance ne s'est pas conformée aux procédures de passation et d'exécution des marchés édictés par le CMP.

	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	7
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	10
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	13
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	15
1.4	Tableau de synthèse des Violations du CMP par marché	17
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	45
2.1	Contexte de l'intervention	46
2.2	Objectifs de la mission	47
2.2.1	Objectifs généraux	47
2.2.2	Objectifs spécifiques	47
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	48
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	51
3	Approche méthodologique	52
3.1	Phase N° 1 : Revue approfondie des textes de référence	53
3.2	Phase N° 2 : Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	54
3.3	Phase N° 3 : Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	55
3.3.1	Module 1 : Audit de la préparation des marchés	56
3.3.2	Module 2 : Audit de la gestion de l'attribution	57
3.3.3	Module 3 : Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	58
4	Résultats des travaux	59
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	60
4.1.1	Commission des marchés	60
4.1.2	Cellule de passation des marchés	60
4.1.3	Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	60
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés es Marchés	61
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	61
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	61
4.1.5	Rappel des seuils applicables au MFEFMMF	61
4.2	Examen des marchés	62
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	63
4.2.2	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	64
	Annexe 1 : Lettre de transmission du rapport provisoire	108
	Annexe 2 : Demande de restitution des documents de passation des marchés de l'Autorité Contractante	110
	Annexe 3 : Lettre de transmission des documents de passation des marchés de l'AC et décharge du Responsable de la Cellule de passation des marchés	112

### **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Demande d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MFEFM	Ministère de la Famille de l'Entreprenariat Féminin et de la Micro Finance
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

CENAF	Centre National d'Assistance et formation pour la Femme
CPM	Cellule de passation des marchés
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
DDC	Direction du Développement Communautaire
DF	Direction de la Famille
DSDS	Direction des Stratégies nationales de Développement Social
FAF	Fonds d'Action de la Femme
GINDDI	Centre d'Accueil, d'Information et d'Orientation pour enfants en situation difficile
PLASEPRI	Plateforme d'Appui au Secteur Privé
SAGE	Service de l'Administration Générale et de l'Equipement
SNEEG	Appui à la Stratégie Nationale Genre



**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

De manière générale, nous avons noté la récurrence des pratiques collusives car dans la majorité des dossiers examinés, les offres reçues présentent de nombreuses similitudes qui laissent entrevoir qu'elles ont été soit préparées par des fournisseurs en collusion, soit par l'autorité contractante elle-même. En effet, outre la similitude des cadres de présentation des factures pro forma, nous avons relevé les mêmes fautes d'orthographe et de grammaire, des offres de prix suivant des progressions arithmétiques de raison fixes ... Dans certains cas, les dates d'établissement des offres des soumissionnaires et des procès verbaux d'attribution laissent entrevoir la régularisation de marchés déjà attribués et exécutés.

Nous avons noté que des prestations similaires ont donné lieu à l'organisation de plusieurs DRP en violation des règles qui interdisent le fractionnement des marchés (article 54 – 2 du CMP)

La réalisation de la mission portant étude socio – économique sur le vieillissement a été confiée à un prestataire qui n'a aucune qualification pour effectuer ce type de prestations intellectuelles ; il évolue dans le commerce de marchandises diverses... Notons sous ce rapport que tous les « consultants » short – listés sont plutôt connus dans le commerce de marchandises diverses, l'import export, la quincaillerie, la droguerie, le froid électronique. Le dossier de passation ne comprend ni termes de référence, ni proposition de services, ni rapport d'étude, laissant subsister un doute sur la réalité des prestations. S'y ajoute que les factures pro forma semblent provenir de la même source laissant entrevoir une collusion. Nous rappelons que conformément aux préconisations de l'article 77 du CMP, les candidats à présélectionner dans le cadre d'une DRP doivent être qualifiés pour exécuter les prestations ciblées.

L'organisation de l'atelier de finalisation de la contribution du Ministère aux OMD a été confiée à une entreprise spécialisée dans le nettoyage, la vente de produits d'entretien, de matériel informatique... Le dossier ne comporte ni termes de référence, ni rapport au terme de l'atelier. Des frais d'hébergement et de restauration, des honoraires de consultants ...sont facturés par une entreprise qui n'est ni réceptif hôtelier, ni un traiteur, ni un organisme de formation, ni un consultant. Le dossier ne comporte pas de liste de participants, de feuille de présence laissant subsister une incertitude sur la réalité de l'activité. A l'exception de celle de l'attributaire, les montants des offres des autres soumissionnaires dépassent le seuil de passation des marchés par AO. En outre, nous relevons qu'une autre activité également relative à l'organisation d'un l'atelier de finalisation et de validation de la contribution du Ministère pour la réalisation des OMD a été attribuée à BERDES pour un montant de 20 894 260 FCFA. Il s'agit d'un fractionnement, car ces 2 activités sont

similaires. Au total 35 787 040 FCFA ont été dépensés pour une même activité, sans rapport ou autre justificatif permettant d'attester de la réalité des prestations

Des entreprises qui ne sont ni des compagnies aériennes, ni des agences de voyages sont consultées pour la fourniture de billets d'avions à la DSDS. Outre les signes manifestes de collusion identifiables à l'examen des offres des soumissionnaires, ces dernières sont de montants extrêmement élevés eu égard aux destinations demandées. Ces surcoûts s'expliquent par le fait que les prix des billets d'avion incluent les frais de mission à verser aux bénéficiaires. Il s'agit d'une procédure est irrégulière au vu de la réglementation des finances publiques.

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés

Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives

Eviter le fractionnement des marchés en améliorant la planification des acquisitions

## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
<p>RAS</p>
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
<p>RAS</p>

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
N/A
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
N/A



#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS</b>
---

**SERVICE DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT**

Description	ACHAT D'OUVRAGES SOCIAIRES	ACQUISITION DE PRODUITS D'ENTRETIEN
Attributaires	NDIAYE FATOU	GIE RAZZAKHOU
Montants en F CFA TTC	5 275 591	2 209 550
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√
Violation de l'article 54-2 sur le fractionnement		√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√

## CABINET DU MINISTRE

Description	ACHAT DE MATERIELS DE NETTOIEMENT	TRANSPORT DE VIVRES	LOCATION DE BUS	ACHAT DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES
Attributaires	PRES-HIGHTECH- SARL	GIE SENEGALAISE DE NETTOIEMENT ET DE PRESTATIONS COMMERCIALES GIE SENEPRESCO	GIE SENEGALAISE DE NETTOIEMENT ET DE PRESTATIONS COMMERCIALES GIE SENEPRESCO	NIANG OUSMANE "DJOLOFF ETABLISSEMENTS"
Montants en F CFA TTC	12 948 612	14 838 500	10 266 000	6 153 700
Dossier de marché incomplet			√	
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√			√
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés				√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√			√
Violation de l'article 54-2 sur le fractionnement				√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√

<b>Description</b>	<b>ORGANISATION DE REVUE SECTORIELLE DES PROJETS ET PROGRAMMES DE CDSMT</b>	<b>REPARATION DE MATERIELS DIVERS</b>	<b>ACHAT DE PRODUITS D'ENTRETIEN</b>	<b>ORGANISATION DE L'ATELIER POUR LA REALISATION DES OMD</b>
<b>Attributaires</b>	BAT-PRES -SUARL	BAT-PRES -SUARL	GIE RAZZAKHOU	BERDES
<b>Montants en F CFA TTC</b>	14 997 800	4 255 722	2 837 900	20 894 260
Dossier de marché incomplet	√			
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA		√	√	
Violation de l'article 8 de la directive N° 4 de l'UEMOA sur les sanctions des candidats et soumissionnaires		√		
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique		√	√	
Violation de l'article 54-2 du CMP sur le fractionnement			√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP		√	√	

## CENTRE NATIONAL ASSISTANCE & FORMATION POUR LA FEMME (CENAF)

Description	Fourniture de matériel et de produit d'entretien 27-28 Aout 2009	Achat de matériel et de produits d'entretien	Fourniture de consommables informatiques AOUT-OCTOBRE	Consommables informatiques AOUT-OCTOBRE
Attributaires	SARR HABIBOU EBCD	BALLA MULTISERVICES (B.M.S)	BALLA MULTISERVICES (B.M.S)	SARR HABIBOU EBCD
Montants en F CFA TTC	824 230	734 550	295 590	873 200
Dossier de marché incomplet	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√

Description	Autres dépenses de communication Octobre 2009	Carburant AOUT 2009	Carburant AOUT 2009	Matériel de bureau AOUT 2009
Attributaires	GIE DAMEL TRADING	SHELL SENEGAL SA	SHELL SENEGAL SA	SARR HABIBOU "EBCD"
Montants en F CFA TTC	1 169 970	2 730 029	2 729 675	588 879
Dossier de marché incomplet	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√

<b>Description</b>	<b>Matériels pédagogiques Novembre 2009</b>	<b>Autres achats de biens et services (fourniture de foulards) Octobre 2009</b>	<b>Fourniture de Modem</b>	<b>Fourniture de tee-shirts imprimés et banderoles pour inauguration de CEDAF</b>
<b>Attributaires</b>	SARR HABIBOU EBCD	BALLA MULTISERVICES	BALLA MULTISERVICES B.M.S	SARR HABIBOU EBCD
<b>Montants en F CFA TTC</b>	1 557 600	1 434 880	296 180	1 729 880
Dossier de marché incomplet	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√

<b>Description</b>	<b>Câblages et installation de coffret de partage pour l'internet</b>	<b>Entretien et réparation de véhicule Aout 2009</b>	<b>Entretien et maintenance du matériel informatique Aout 2009</b>	<b>Autres entretiens et maintenance Octobre 2009</b>
<b>Attributaires</b>	BALLA MULTISERVICES	BALLA MULTISERVICES	BALLA MULTISERVICES	PRES HIGHTECH SARL
<b>Montants en F CFA TTC</b>	3 899 900	1 170 000	780 000	5 071 000
Dossier de marché incomplet	√	√	√	√
Arrêté ministériel N° 11585 du 28 décembre 2007 sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Circulaire N° 4/PM/CAB/CP sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√

<b>Description</b>	<b>Frais d'édition (Fourniture de dépliant imprimés</b>	<b>Frais de poste Novembre 2009</b>	<b>Frais d'impression, Publicité Aout-Octobre- Novembre 2009</b>	<b>Congrès Séminaire Conférence Septembre 2009</b>
<b>Attributaires</b>	PRES HIGHTECH	LA POSTE SA	BAT PRES SUARL	BALLA MULTISERVICES
<b>Montants en F CFA TTC</b>	2 697 480	390 000	1 827 230	2 365 900
Dossier de marché incomplet	√	√	√	√
Arrêté ministériel N° 11585 du 28 décembre 2007 sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Circulaire N° 4/PM/CAB/CP sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√

Description	Autres frais de mission Aout 2009	Location de véhicule Aout-Septembre 2009		Internet	Fournitures de bureau Aout-Décembre 2009		
Attributaires	BAT PRES SUARL	PRES HIGHTECH SARL		BALLA MULTISERVICES	SARR HABIBOU EBCD		
Montants en F CFA TTC	1 026 954	Août : 1 199 824	Septembre : 1 140 175	367 000	Août : 3 305 180	Août : 4 098 730	Décembre : 1 751 121
Dossier de marché incomplet	√	√	√	√	√		
Arrêté ministériel N° 11585 du 28 décembre 2007 sur la procédure des DRP	√	√		√	√		
Circulaire N° 4/PM/CAB/CP sur la procédure des DRP	√	√		√	√		
Violation de l'article 54-2 du CMP sur le fractionnement				√	√		
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√		√	√		



**DIRECTION DES STRATEGIES NATIONALE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL (DSDS)**

<b>Description</b>	<b>ENTRETIEN ET REPARATION DU VEHICULE 1907</b>	<b>HONORAIRES ET COMMISSIONS/ETUDE SOCIO ECONOMIQUE SUR LE VIEILLISSEMENT</b>	<b>ACQUISITION DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>	<b>ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DU PARC INFORMATIQUE</b>
<b>Attributaires</b>	NT TRADING	DAMEL TRADING	GIE RAZAKHOU	DIOP NDEYE THIOUMBE NT TRADING
<b>Montants en F CFA TTC</b>	2 089 100	11 999 420	7 490 050	1 434 000
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√	√	√
Violation de l'article 7 du CMP sur les noms de marque			√	
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√	√	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√

<b>Description</b>	<b>CONFECTION DE TEE SHIRTS ET IMPRESSION ET CASQUETTES</b>	<b>ATELIER DE REALISATION CONSTRUCTION DU MFSNEFM A LA REALISATION AUX O M D</b>	<b>HONORAIRES ET COMMISSIONS</b>	<b>AUTRES PRESTATION DE SERVICES (REPROGRAPHIE DE DOCUMENTS)</b>
<b>Attributaires</b>	SOFEXIS -SUARL	NDAO AIDA FDS (FALLOU DISTRIBUT) 1 SERVICES	GIE MBOUR ET GOUNASS	GLOBAL BUROTIC SERVICES -SARL GLOBUS-SARL
<b>Montants en F CFA TTC</b>	14 985 000	14 892 780	9 999 320	6 964 000
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	√	√
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation				√
Violation de l'article 54-2 du CMP sur le fractionnement	√	√		
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 79 sur les spécifiques aux marchés de prestations intellectuelles		√	√	

<b>Description</b>	<b>FOUNITURES DE BILLETS D'AVION</b>	<b>CONGRES CONFERENCES SEMINAIRES</b>	<b>FOURNITURES DE BUREAU</b>
<b>Attributaires</b>	NT TRADING	NT TRADING	DIOP NDEYE THIOUMBE NT TRADING
<b>Montants en F CFA TTC</b>	4 500 000	11 570 136	4 838 000
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés			
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	√
Non respect de l'article 44 du code des obligations de l'administration relatif à l'approbation de contrats déjà exécutés pour entériner la régularisation			√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 79 sur les spécifiques aux marchés de prestations intellectuelles		√	

<b>Description</b>	<b>CARBURANT</b>	<b>REPOGRAPHIE DE DOCUMENTS</b>	<b>CONFIGURATION ET INSTALLATION DU RESEAU INTERNET</b>
<b>Attributaires</b>	E.B.T.P CH.DIOP DIOP CHEIKH	SOFEXIS -SUARL	NT TRADING
<b>Montants en F CFA TTC</b>	9 842 000	7 000 000	5 142 735
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√	
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	

## PIRES FORMES

Description	CONFERENCE CONGRES SEMINAIRES	ELABORATION DU REPERTOIRE DES INTERVENANTS ET PARTENAIRES	CONFERENCE CONGRES SEMINAIRES	ORGANISATION JOURNEE DE SENSIBILISATION ET DE PARTAGE
Attributaires	NDAO AIDA FDS (FALLOU DISTRIBUTION) SERVICES)	GIE BERDES	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU
Montants en F CFA TTC	14 514 000	8 000 000	14 514 000	10 885 500
Dossier de marché incomplet	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√

# **APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE GENRE (SNEEG)**

Description	CARBURANT	REPARATION ET CHANGEMENT DE PIECES	ACHAT DE FOURNITURES	FRAIS DE PUBLICATION	CARTOUCHES D ENCRE
Attributaires	E.B.T.P CH.DIOP DIOP CHEIKH	SENE ABDOU KHAFOR	C.I.M.A.D.	GIE RAZAKHOU	MBAYE BABACAR " DEBRO "
Montants en F CFA TTC	10 000 000	1 622 500	3 999 964	9 999 037	3 934 120
Dossier de marché incomplet		√			√
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√		√	√	
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√		√	√	
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√	√

## PROJET EVF/DAARA/AMENAGEMENT CADRE DE VIE DANS LES DAARAS

Description	FORMATIONS DE MAITRES CORANIQUES	ACHAT DE BIENS ET SERVICES POUR LES DAARAS	ACHAT DE CANARIS AMELIORES	FORMATIONS EN CARACTERES CORANIQUES
Attributaires	BA SOULEYMANE "E.G.C.B."	BA SOULEYMANE "E.G.C.B."	BA SOULEYMANE "E.G.C.B."	BA SOULEYMANE "E.G.C.B."
Montants en F CFA TTC	2 500 000	14 986 000	14 891 600	7 499 992
Dossier de marché incomplet		√		
Circulaire N° 4/PM/CAB/CP sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√		√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√		√	√
Violation de l'article 54-2 du CMP sur la procédure des DRP	√			√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Violation des dispositions relatives à l'article 79 sur les spécificiques aux marchés de prestations intellectuelles	√			√

<b>Description</b>	<b>DENREES ALIMENTAIRES DESTINES AUX DAARAS</b>	<b>ACHAT DE NATTES GM /MATELAS ET COUVERTURES</b>	<b>ACHATS CANARIS A FILTRE AMELIORES</b>	<b>COFFRETS MEDICAUX</b>
<b>Attributaires</b>	BA SOULEYMANE "E.G.C.B."	SARR PAPA ARFANG D.S.P.S.	SARR PAPA ARFANG D.S.P.S.	SARR PAPA ARFANG D.S.P.S.
<b>Montants en F CFA TTC</b>	14 986 000	14 879 328	14 891 600	14 897 500
Dossier de marché incomplet	√	√	√	√
Circulaire N° 4/PM/CAB/CP sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√

<b>Description</b>	<b>MATERIEL D'ASSAINISSEMENT</b>	<b>MATERIELS DE BUREAU</b>	<b>AFFICHES BOITES A IMAGES</b>	<b>FOURNITURE DE BUREAU</b>
<b>Attributaires</b>	SARR PAPA ARFANG D.S.P.S.	ENTREPRISE SERVICE PLUS	DIAKHATE FATOU ALFA SERVICES	DIAKHATE FATOU ALFA SERVICES
<b>Montants en F CFA TTC</b>	14 775 960	1 999 935	2 991 300	2 996 315
Dossier de marché incomplet	√	√	√	√
Circulaire N° 4/PM/CAB/CP sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√



<b>Description</b>	<b>AUTRES ACHATS DE BIENS ET SERVICES PRODUITS D'ENTRETIEN DESTINES AUX DAARAS</b>	<b>CONSOMMABLES INFORMATIQUES DESTINES AU PROJET EVF/DAARA</b>	<b>FOURNITURE DE PIECES DETACHEES ET LUBRIFIANT POUR VEHICULE TATA 1200 ADWW</b>
<b>Attributaires</b>	BA SOULEYMANE EGCB	DIAKHATE FATOU ALFA SERVICES	DIAKHATE FATOU ALFA SERVICES
<b>Montants en F CFA TTC</b>	4 236 200	985 300	998 752
Dossier de marché incomplet	√	√	√
Circulaire N° 4/PM/CAB/CP sur la procédure des DRP	√	√	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√		
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√

# **FOND D'ACTION DE LA FEMME (FAF)**

<b>Description</b>	<b>ORGANISATION DES JOURNEES PANAFRICAINES</b>	<b>FETES ET CEREMONIES</b>	<b>CEREMONIE DE LANCEMENT DU CRD SPECIAL DE L'AXE CENTRAL DE THIES</b>	<b>CEREMONIE DE LANCEMENT DU CRD DE KAOLACK</b>
<b>Attributaires</b>	SARR PAPA ARFANG D.S.P.S.	MAGIC-LAND-SARL	BAOL SERVICES	GIE PRESIDENT
<b>Montants en F CFA TTC</b>	14 868 000	2 035 500	9 853 000	10 000 000
Dossier de marché incomplet	√	√		
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA			√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique			√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP			√	√

<b>Description</b>	<b>LANCEMENT DE LA JOURNEE DE L'ENFANT</b>	<b>ATELIER DE PARTAGE DES NOUVELLES STRATEGIES DU MINISTERE SALY</b>	<b>ACHAT DE MATERIELS SPORTIFS</b>
<b>Attributaires</b>	MAGOU ENTREPRISES	MAGOU ENTREPRISES	GIE SENEGALAISE MULTI SERVICES
<b>Montants en F CFA TTC</b>	14 997 800	14 915 200	2 949 000
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√

## CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)

Description	ACHAT DES DE FOURNITURES
Attributaires	OUMER NATOU DRAME
Montants en F CFA TTC	3 499 998
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√

**PROJET GENRE / PROG POP/FNUAP**

<b>Description</b>	<b>CONFECTION AFFICHES ET DEPLIANTS POUR LA SENSIBILISATION SUR LE GENRE</b>	<b>ORGANISATION JOURNEE DE SENSIBILISATION ET DE PLAIDOYER POUR LES PARLEMENTAIRES</b>	<b>NETTOIEMENT LOCAUX</b>
<b>Attributaires</b>	GIE RAZZAKHOU	GIE MARIAME	ABS
<b>Montants en F CFA TTC</b>	4 998 480	9 999 999	1 996 560
Dossier de marché incomplet	√		
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA		√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique		√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP		√	√

## COMMISSARIAT SECURITE ALIMENTAIRE (CSA)

Description	PNEUMATIQUE ET BATTERIES	TRANSPORT DE RIZ AIDE ALIMENTAIRE JAPONAISE	CONFECTION DE BACHES POUR LES VEHICULES	ENTRETIEN ET MAINTENANCE BATIMENTS	ENTRETIEN ET MAINTENANCE BATIMENTS
Attributaires	SIEPA	ETS WELY	SENEGALAISE DE MARKETING ET CONFECTION	ENTREPRISE DAKAROISE DE PLOMBERIE ET D'ENTRETIEN	ENTREPRISE DAKAROISE DE PLOMBERIE ET D'ENTRETIEN
Montants en F CFA TTC	14 456 485	13 369 624	4 330 600	8 156 148	2 363 835
Dossier de marché incomplet		√		√	√
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√	√		
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√	√		
Violation de l'article 54-2 du CMP sur le fractionnement				√	√
Violation de l'article 67- 4 du CMP sur l'ouverture des plis				√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√		

Description	REALISATION DE BATTERIE	DOCUMENT A IMPRIMER	REALISATION FICHE DE STOCK FICHE NAVETTE, FICHE DE LOT, FICHE DE CONTROLE PRODUITS PHYTO	TRANSPORT DE RIZ
Attributaires	SIEPA	NGAYENNE ENTREPRISE	SIEDIS	Cheikh Diène et Frères
Montants en F CFA TTC	5 550 175	1 999 746	1 975 579	7 899 864
Dossier de marché incomplet			√	
Circulaire N° 4/PM/CAB/CP sur la procédure des DRP	√	√	√	√
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√	√		√
Violation de l'article 13 sur l'inscription des mentions obligatoires dans les marchés	√	√		
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√	√		√
Violation de l'article 67-4 du CMP sur l'ouverture des plis	√	√	√	
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√		√

## PLATEFORME D'APPUI AU SECTEUR PRIVE (PLASEPRI)

<b>Description</b>	<b>ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU</b>
<b>Attributaires</b>	NAURY GAYE
<b>Montants en F CFA TTC</b>	4 999 660
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√



## DIRECTION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Description	Achat de produit d'entretien	Achat Fournitures de Bureau	Achat Fournitures de Bureau	Paielement répertoire des ONG Agrées au Sénégal
Attributaires	SOFT SERVICES	E.T.S TECHNISYS	E.T.S TECHNISYS	HORIZON PLUS
Montants en F CFA TTC	826 500	3 475 100	1 159 350	1 963 992
Dossier de marché incomplet	√	√		√
Violation de l'article 8 de la directive N° 4 de l'UEMOA sur les sanctions des candidats et soumissionnaires		√	√	
Violation de l'article 54-2 du CMP sur le fractionnement		√	√	
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√	√

## DIRECTION DE LA FAMILLE

Description	Acquisition de Consommables Informatiques	Achat de Carburant	Fournitures de Bureau
Attributaires	AFRIQUE IMPACT	SHELL SENEGAL	MAGOU ENTREPRISE
Montants en F CFA TTC	1 260 600	2 970 760	2 527 560
Dossier de marché incomplet	√		√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√

**CENTRE D'ACCUEIL, D'INFORMATION ET D'ORIENTATION POUR ENFANTS EN SITUATION DIFFICILE(GINDDI)**

<b>Description</b>	<b>MATERIELS PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES</b>	<b>CARBURANT</b>	<b>ACHAT DE FOURNITURE DE BUREAU</b>	<b>ACHAT DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>
<b>Attributaires</b>	MALICK KASSE ENTREPRISE DIAMONO KHEWEL	TOTAL SENEGAL	MAGOU ENTREPRISE	MAGOU ENTREPRISE
<b>Montants en F CFA TTC</b>	1 309 800	1 999 843	1 353 932	2 321 060
<b>Dossier de marché incomplet</b>			√	
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA	√			
Circulaire N° 004PM/CAB du 31/03/09 portant mise en œuvre de la procédure de DRP	√	√	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique	√			
Violation de l'article 67-4 du CMP sur l'ouverture des plis	√	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√			
Violation de l'article 81 du CMP sur la décision d'attribution	√	√	√	√

<b>Description</b>	<b>SERVICES EXTERIEURS DE GARDIENNAGE</b>	<b>ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES</b>	<b>ACHAT FOURNITURE DE BUREAU</b>	<b>ACHAT DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES</b>
<b>Attributaires</b>	E.P ELITE PROTECTION « ASEP»	NT TRADING	MAGOU ENTREPRISE	MAGOU ENTREPRISE
<b>Montants en F CFA TTC</b>	9 057 150	2 522 250	942 820	939 280
Dossier de marché incomplet			√	
Non respect des principes d'équité et d'égalité entre les soumissionnaires en violation de l'article 2 de la Directive N°04/2005/CM/UEMOA		√		
Violation de l'article 4 du CMP sur la terminologie à utiliser	√	√	√	√
Circulaire N° 004PM/CAB du 31/03/09 portant mise en œuvre de la procédure de DRP	√	√	√	√
Violation des articles 43, 45 et 46 NCMP sur l'accès à la commande publique		√		
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP		√		

<b>Description</b>	<b>ACHAT DE PRODUITS D'ENTRETIEN</b>	<b>ENTRETIEN, REPARATION DE VEHICULE</b>	<b>CARBURANT</b>
<b>Attributaires</b>	NEN-FILS (NOUVELLE ENTREPRISE N'DIAYE ET FILS)	NT TRADING	TOTAL SENEGAL
<b>Montants en F CFA TTC</b>	2 547 974	838 980	2 120 613
Dossier de marché incomplet	√	√	
Violation de l'article 4 du CMP sur la terminologie à utiliser	√	√	√
Circulaire N° 004PM/CAB du 31/03/09 portant mise en œuvre de la procédure de DRP	√	√	√
Violation de l'article 77 sur la procédure des DRP	√	√	√

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### **2.2.3 Etendue des travaux**

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

**a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.



Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle);
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés, ....
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

#### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;

- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique.
- .....

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Ministère de la Famille, , de l'Entreprenariat Féminin et de la Micro Finance (MFEFMF) pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés

relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMF sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés.
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).



### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### 3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX**

## 4. RESULTATS DES TRAVAUX

### 4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

#### 4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés du MFSNEFM a été instituée conformément à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés.

L'arrêté de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) a été pris en date du 17 février 2009 N°1560/MFSNEFMF/CABE/SAGE/dd. Ainsi, la Commission des Marchés, régulièrement constituée pouvait siéger et statuer sur les dossiers de passation des marchés dès lors que les conditions de quorum étaient remplies.

La mission a relevé que la Commission des Marchés n'a pas préparé son rapport annuel pour faire la synthèse de ses activités durant l'exercice 2009 et nous n'avons par ailleurs aucune trace de la transmission des procès verbaux d'ouverture aux soumissionnaires ou d'information des soumissionnaires non retenus au termes des procédures de sélection.

#### 4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. Un projet d'arrêté de nomination non daté et non numéroté nous a été remis qui ne confère pas d'existence à cette CPM qui n'a pas fonctionné e, a fortiori, n'a pas produit ses rapports trimestriels comme stipulé dans le CMP.

#### 4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ont été établies et signées en 2009** par les membres de la commission conformément à l'article 35 du décret 2005-575 du 22 juin 2005 portant approbation de la Charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et à l'arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 alinéa 5 du Code des Marchés Publics fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics.

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons procédé à la revue du plan de passation des marchés du MFEFMEF, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

##### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Le PPM est présenté dans le format défini par la DCMP.

##### **4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

L'AGPM a été publié ; ainsi, l'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans la période voulue puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours. Si le PPM doit être transmis avant le 31 décembre de l'exercice précédent, l'AGPM doit en revanche être publié dans le courant du mois de janvier de l'exercice concerné.

L'examen des dossiers de passation des marchés nous a permis d'identifier des anomalies récurrentes qui sont l'illustration d'un risque inhérent très élevé puisque les acteurs de la passation des marchés sont très souvent enclins à organiser des simulacres de concurrence et à présenter des dossiers frauduleux.

#### **4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU MFEFMEF**

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés au MFEFMEF sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU MFEFMEF EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	15	150	40	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	$\geq 35$

## TABLEAU DE SYNTHES DES SEUILS ET AUTORITES D'APPROBATION EN VERTU DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Les conditions d'approbation de ses marchés s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
montant du marché est inférieur à 50 000 000 F CFA	Ministre de la Famille
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA	Ministre de l'économie et des Finances

### 4.2. EXAMEN DES MARCHES

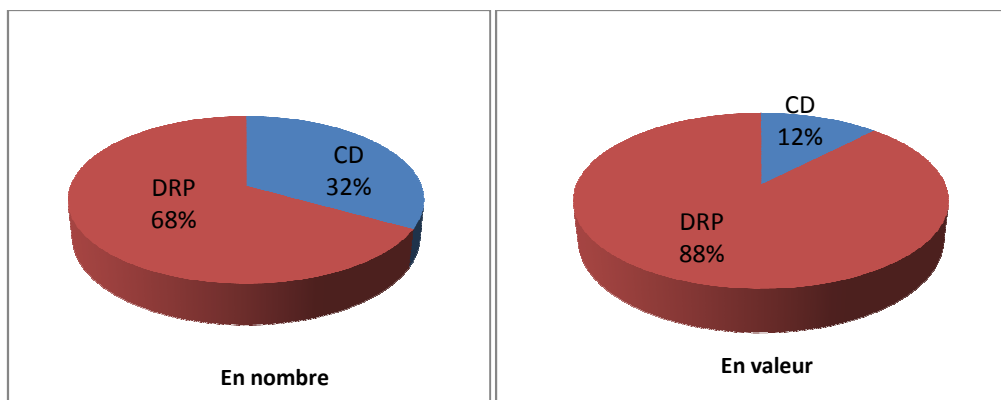
L'examen des dossiers de passation des marchés nous a permis d'identifier des anomalies récurrentes qui sont l'illustration d'un risque inhérent très élevé puisque les acteurs de la passation des marchés sont très souvent enclins à organiser des simulacres de concurrence et à présenter des dossiers frauduleux.

#### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

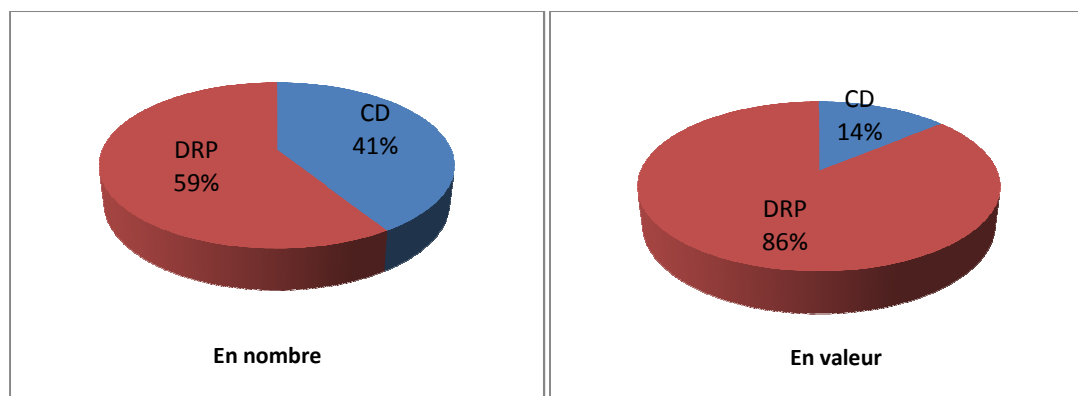
**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2009		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture (%)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Appel d'offres ouvert (AOO)</b>						
<b>Appel d'offres restreint (AOR)</b>						
<b>Demande de Proposition (DP)</b>						
<b>Commandes Directes (CD)</b>	46	91 306 531	46	91 306 531	100	100
<b>Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</b>	93	654 665 327	66	563 512 522	70,97	86,08
<b>Entente directe (ED)</b>						
<b>Avenant</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>139</b>	<b>745 971 858</b>	<b>112</b>	<b>654 819 053</b>	<b>80,58</b>	<b>87,78</b>

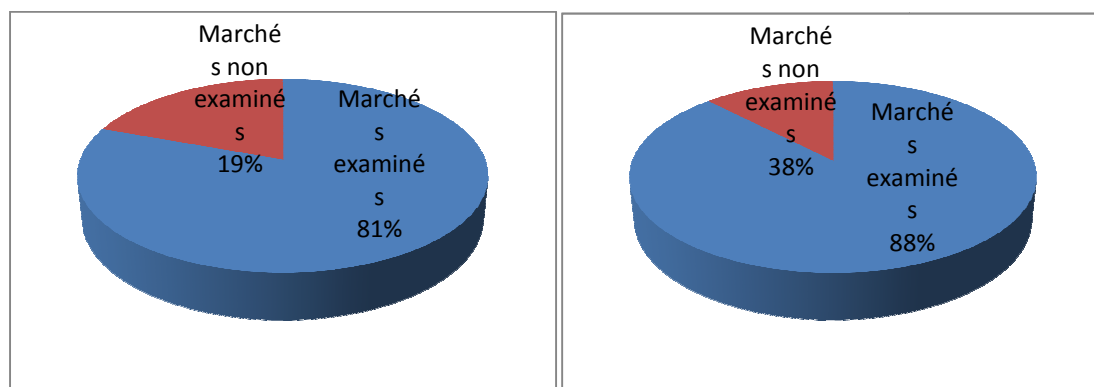


**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation.



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**



**CARTOGRAPHIE DES MARCHES EXAMINES ET NON EXAMINES EN NOMBRE ET EN VALEUR**

## 4.2.2 MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

### SERVICE DE L'ADMINISTRATION GENERALE ET DE L'EQUIPEMENT (SAGE)

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP	
	ACHAT D'OUVRAGES SCOLAIRES	ACQUISITION DE PRODUITS D'ENTRETIEN
Entreprises consultées	GALASS ET ENFANTS, SEN SERVICE INFORMATIQUE, MOUHAMED DRAME, PAPETERIE DMSK, NDIAYE FATOU	GIE SOPE MAME DIARRA, GIE RAZAKHOU, ALLIANCE AFRIC MEDIA, NDEYE GNAGNA FALL, KHADIM DIAKHATE
Attributaires	NDIAYE FATOU	GIE RAZZAKHOU
Montants en F CFA	5 275 591	2 209 550
Non conformités	<p>L'examen des offres des soumissionnaires à ces deux DRP a permis de constater de nombreuses similitudes dans la présentation des factures pro forma et l'existence de fautes d'orthographe qui leur sont communes, laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs ou une simulation de la part de l'autorité contractante, ceci d'autant plus que le dossier ne comporte pas de lettres de saisine dûment déchargées par les candidats.</p> <p>Les factures pro forma présentées par la Papeterie DMSK et SSI pour les achats d'ouvrages scolaires ne comportent ni numéro de registre de Commerce, ni NINEA laissant subsister un doute sur la transparence de la constitution des listes restreintes.</p> <p>Nous notons que pendant la même période, une autre DRP d'achat de produits d'entretien a été lancée pour le Cabinet du Ministre et attribuée au même prestataire pour un montant de 2 837 900 F CFA. Il s'agit d'un fractionnement de commandes contraire aux dispositions de l'article 54 – 2 du CMP.</p>	
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives ;</p> <p>Veiller à n'inclure dans les listes restreintes que des entreprises qualifiées et régulièrement constituées.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 54 – 2 afin d'éviter le fractionnement des commandes.</p>	



DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP		
	LOCATION DE BUS	ACHAT DE BILLETS D'AVION	MISE EN PLACE D UNE BASE DE DONNEES
Attributaires	GIE SENEGALAISE DE NETTOIEMENT ET DE PRESTATIONS COMMERCIALES (GIE SENEPRESCO)	ODYSSEE -SA	GIE LE MASSINA
Montants en F CFA	10 620 000	14 340 000	7 263 608
Non conformités	Les dossiers de passation des marchés relatifs à ces opérations n'ont pas été mis à notre disposition. En conséquence, nous n'avons pas pu mettre en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre de nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection des titulaires de ces marchés.		
Recommandations	Veiller à un archivage exhaustif des documents de marchés.		

## CABINET DU MINISTRE

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP	
	ACHAT DE MATERIELS DE NETTOIEMENT	TRANSPORT DE VIVRES
<b>Entreprises consultées</b>	ETABLISSEMENT KEUR KHADIM, EGTF, PAPE MAMADAOU DIOP, ETS MAMADOU GAYE, PRESS HIGH TECH	GIE SENEPRESKO, GIE JOOKO SERVICE, DEBRO, ETS DRAME SETTE, ETS SALOUM
<b>Attributaires</b>	PRES-HIGHTECH- SARL	GIE SENEGALAISE DE NETTOIEMENT ET DE PRESTATIONS COMMERCIALES (GIE SENEPRESKO)
<b>Montants en F CFA</b>	12 948 612	14 838 500
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres de consultations ne sont pas versées dans le dossier ;</p> <p>Les offres des soumissionnaires présentent des similitudes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs.</p>	<p>Les lettres de saisines des candidats et les offres des soumissionnaires ne sont pas versées au dossier de passation. Nous ne pouvons pas par conséquent nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection. Nous constatons, à l'examen du procès verbal d'ouverture des plis qu'à l'exception de l'attributaire, tous les autres soumissionnaires ont coté au delà du seuil de passation des marchés par AO. Ce constat résulte soit d'une mauvaise évaluation du coût de la prestation, soit d'une collusion (les soumissionnaires cotant au-delà du seuil pour favoriser l'un d'entre eux).</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.</p>

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP		
	LOCATION DE BUS	ACHAT DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES	ORGANISATION ATELIER
<b>Entreprises consultées</b>		DJOLOFF ETABLISSEMENTS, ETS MOURIDE SADIKH, MAFOPRES, GIE MAME THIEBO, CISSE ET FRERES	BERDES, NT TRADING, GIE TAKKU LIGGEY , O KEBE, MAH BAT
<b>Attributaires</b>	GIE SENEGALAISE DE NETTOIEMENT ET DE PRESTATIONS COMMERCIALES (GIE SENEPRESCO)	NIANG OUSMANE "DJOLOFF ETABLISSEMENTS"	BERDES
<b>Montants en F CFA</b>	10 266 000	6 153 700	20 894 260
<b>Non conformités</b>	Le dossier de passation du marché relatif à cette opération n'a pas été retrouvé. En conséquence, nous n'avons pas pu mettre en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre de nous prononcer sur la transparence de la procédure	Les informations consignées dans le procès verbal d'ouverture des plis ne sont pas identiques à celles contenues dans les offres ; à l'exception de l'offre de l'attributaire qui comporte les quantités, tous les autres soumissionnaires ont coté leur offre comme s'il s'agissait d'un marché à prix unitaires. Le même dateur a été utilisé sur les cinq factures pro forma laissant entrevoir une opération de régularisation contraire aux dispositions de l'article 44 du COA.	L'organisation de l'atelier de finalisation et de validation de la contribution du Ministère pour la réalisation des OMD a été confiée au BERDES au terme d'une procédure simulée car les offres présentées par les cinq soumissionnaires comportent de nombreuses similitudes laissant entrevoir qu'elles ont été préparées par la même source ou des sources liées. Par ailleurs, au regard du montant du marché, un appel d'offres aurait dû être lancé. Il ne s'agit pas ici d'un marché de prestation intellectuelle mais d'un marché de services. L'organisation matérielle d'un atelier constitue bien un marché de services. En outre, nous relevons qu'une autre activité également relative à l'organisation d'un l'atelier de

			<p>finalisation de la contribution du Ministère pour la réalisation des OMD a été attribuée à NDAO AIDA FDS (FALLOU DISTRIBUTION SERVICES) pour un montant de 14 892 780 FCFA. Il s'agit d'un fractionnement, car ces 2 activités ont le même objet.</p> <p>Au total 35 787 040 FCFA ont été dépensés pour une même activité, sans rapport ou autre justificatif permettant d'attester de la réalité des prestations.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des documents de passation de marchés</p>	<p>Veiller à la transparence des opérations de passation des marchés et bannir la pratique de la régularisation.</p> <p>Veiller à l'application rigoureuse de l'article 54-2 du CMP afin d'éviter les fractionnements.</p>	

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP		
	ORGANISATION DE REVUE SECTORIELLE DES PROJETS ET PROGRAMMES DE CDSMT	REPARATION DE MATERIELS DIVERS	ACHAT DE PRODUITS D'ENTRETIEN
<b>Attributaires</b>	BAT-PRES -SUARL	BAT-PRES -SUARL	GIE RAZZAKHOU
<b>Montants en F CFA</b>	14 997 800	4 255 722	2 837 900
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier de passation du marché relatif à cette opération n'a pas été remis à la mission. En conséquence, nous n'avons pas pu mettre en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre de nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire. Nous notons que le montant de ce marché est rigoureusement identique à celui portant sur le lancement de la journée de l'enfant attribué à MAGOU ENTREPRISE après une procédure marquée par la collusion entre SOPASEC et PRESCOM d'une part, MAGOU ENTREPRISE et FALL ABDOU LAHAT d'autre part. Par ailleurs, aucune de ces factures pro forma n'est datée, ce qui rend possible leur recyclage dans d'autres procédures de DRP.</p> <p>En outre, nous relevons que l'attributaire de ce marché a aussi</p>	<p>Le dossier ne comprend pas les offres des soumissionnaires. L'examen de la facture de l'attributaire a permis de constater que la réparation des splits a été facturée 215 000 F CFA l'unité. Il s'agit manifestement d'un cas de surfacturation car à ce prix, on pourrait, dans certains cas, acheter un split neuf sur le marché.</p> <p>Par ailleurs nous notons que les offres des soumissionnaires ne sont pas transmises pour nous permettre de nous assurer de la transparence de la procédure de sélection des prestataires.</p>	<p>Les offres des entreprises consultées présentent des similitudes laissant entrevoir une collusion (GIE RAZZAKHOU, SECOMLA, SERIGNE MBODJ, STFC, GIE MARIAME).</p> <p>Les lettres de saisine ne sont pas versées dans le dossier de passation. Le marché fait l'objet d'un fractionnement en violation de l'article 54-2 du CMP puisque qu'une autre DRP relative au même type de fournitures a été organisée à la même période et regroupant des fournisseurs différents excepté le GIE RAZZAKHOU qui est présent dans les deux consultations dont il est l'attributaire.</p>

	<p>été attributaire d'un marché de réparation de splits. Il s'agit de 2 marchés portant sur des objets très différents, ce qui soulève la question de la constitution des listes restreintes.</p> <p>En principe, pour l'organisation d'une revue, la liste restreinte aurait du être exclusivement constituée de consultants, ou de traites ou de réceptifs hôteliers ou d'organismes de formation,.</p> <p>La logique de la constitution d'une liste restreinte repose sur le choix de prestataires qualifiés pour fournir les prestations ciblées.</p> <p>Dés lors, nous ne comprenons pas la liste restreinte ainsi constituée qui est composée uniquement de fournisseurs et de prestataires de services d'entretien.</p>		
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives ;</p> <p>Veiller à la transparence dans les procédures en évitant le fractionnement des marchés et la surfacturation ;</p> <p>Veiller à l'établissement de listes restreintes exclusivement constituées de prestataires spécialisées dans les acquisitions ciblées, conformément à l'article 77 du CMP.</p>		

**CENTRE NATIONAL D'ASSISTANCE & FORMATION POUR LA FEMME (CENAF)**

<b>DESCRIPTION</b>	<b>OPERATIONS PASSEES PAR COMMANDES DIRECTES ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP</b>					
	<b>Fourniture de matériel et de produit d'entretien 27-28 Aout 2009</b>	<b>Achat de matériel et de produits d'entretien</b>	<b>Fourniture de consommables informatiques AOUT-OCTOBRE</b>	<b>Consommables informatiques AOUT-OCTOBRE</b>	<b>Autres dépenses de communication Octobre 2009</b>	<b>Carburant AOUT 2009</b>
<b>Attributaires</b>	SARR HABIBOU EBCD	BALLA MULTISERVICES (B.M.S)	BALLA MULTISERVICES (B.M.S)	SARR HABIBOU EBCD	GIE DAMEL TRADING	SHELL SENEGAL SA
<b>Montants en F CFA</b>	824 230	734 550	295 590	873 200	1 169 970	2 730 029
<b>Non conformités</b>	Les dossiers ne comportent que les pièces relatives à l'exécution financière, aucun autre document justifiant la mise en concurrence de plusieurs fournisseurs n'y figure. Il s'agit de commandes directes conclues en violation du CMP.					
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à mettre en concurrence les fournisseurs conformément aux dispositions de l'article 77-3 du CMP et de l'arrêté 11 585 du 28 décembre 2007</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>					

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR COMMANDES DIRECTES ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP					
	Matériels pédagogiques Novembre 2009	Autres achats de biens et services (fourniture de foulards) Octobre 2009	Carburant AOUT 2009	Matériel de bureau AOUT 2009	Fourniture de Modem	Fourniture de tee-shirts imprimés et banderoles pour inauguration de CEDAF
Attributaires	SARR HABIBOU EBCD	BALLA MULTISERVICES	SHELL SENEGAL SA	SARR HABIBOU EBCD	BALLA MULTISERVICES B.M.S	SARR HABIBOU EBCD
Montants en F CFA	1 557 600	1 434 880	2 729 675	588 879	296 180	1 729 880
Non conformités	Les dossiers ne comportent que les pièces relatives à l'exécution financière, aucun autre document justifiant la mise en concurrence de plusieurs fournisseurs n'y figure. Il s'agit de commandes directes conclues en violation du CMP.					
Recommandations	<p>Veiller à mettre en concurrence les fournisseurs conformément aux dispositions de l'article 77-3 du CMP et de l'arrêté 11 585 du 28 décembre 2007</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>					



DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR COMMANDES DIRECTES ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP					
	Câblages et installation de coffret de partage pour l'internet	Entretien et réparation de véhicule Août 2009	Entretien et maintenance du matériel informatique Août 2009	Autres entretiens et maintenance Octobre 2009	Frais d'édition (Fourniture de dépliants imprimés)	Frais de poste Novembre 2009
Attributaires	BALLA MULTISERVICES	BALLA MULTI SERVICES	BALLA MULTISERVICES	PRES HIGHTECH SARL	PRES HIGHTECH	LA POSTE SA
Montants en F CFA	3 899 900	1 170 000	780 000	5 071 000	2 697 480	390 000
Non conformités	Les dossiers ne comportent que les pièces relatives à l'exécution financière, aucun autre document justifiant la mise en concurrence de plusieurs fournisseurs n'y figure. Il s'agit de commandes directes conclues en violation du CMP.					
Recommandations	<p>Veiller à mettre en concurrence les fournisseurs conformément aux dispositions de l'article 77-3 du CMP, de la circulaire N° 4 /PM/CAB/CP et de l'arrêté 11 585 du 28 décembre 2007</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>					

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR COMMANDES DIRECTES ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP					
	Autres frais de mission Août 2009	Location de véhicule Aout-Septembre 2009	Frais d'impression, Publicité Aout-Octobre-Novembre 2009	Congrès Séminaire Conférence Septembre 2009	Internet	Fournitures de bureau Août-Décembre 2009
Attributaires	BAT PRES SUARL	PRES HIGHTECH SARL	BAT PRES SUARL	BALLA MULTISERVICES	BALLA MULTISERVICES	SARR HABIBOU EBCD
Montants en F CFA	1 026 954	1 199 824	1 827 230	2 365 900	367 000	9 155 031
Non conformités	Les dossiers ne comportent que les pièces relatives à l'exécution financière, aucun autre document justifiant la mise en concurrence de plusieurs fournisseurs n'y figure. Il s'agit de commandes directes conclues en violation du CMP.					
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à mettre en concurrence les fournisseurs conformément aux dispositions de l'article 77-3 du CMP, de la circulaire N° 4 /PM/CAB/CP et de l'arrêté 11 585 du 28 décembre 2007.</p>					

## DIRECTION DES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT SOCIAL (DSDS)

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP	
	ENTRETIEN ET REPARATION DU VEHICULE 1907	ETUDE SOCIO ECONOMIQUE SUR LE VIEILLISSEMENT
Attributaires	NT TRADING	DAMEL TRADING
Montants en F CFA	2 089 100	11 999 420
Non conformités	<p>La lettre de saisine des soumissionnaires est très sommaire et ne donne aucune indication sur la nature des réparations à effectuer sur le véhicule. Par ailleurs, les candidats présélectionnés ne sont, a priori, pas des garagistes. L'attributaire NT Trading vend du mobilier de bureau, des fournitures de bureau, des billets d'avion, assure l'entretien du parc informatique, réalise les installations du réseau internet, organise des conférences et séminaires pour la DSDS.</p> <p>Les offres des soumissionnaires pour cette prestation n'ont pas été jointes au dossier de passation pour nous permettre d'apprécier la transparence de la procédure;</p> <p>Le montant de l'offre de l'attributaire est rigoureusement identique au reliquat sur la ligne budgétaire illustrant qu'il en avait connaissance au moment d'élaborer son offre.</p>	<p>La réalisation de la mission portant étude socio – économique sur le vieillissement a été confiée à un prestataire qui n'a aucune qualification pour effectuer ce type de prestations intellectuelles ; il évolue dans le commerce de marchandises diverses... Notons sous ce rapport que tous les « consultants » short – listés sont plutôt connus dans le commerce de marchandises diverses, l'import export, la quincaillerie, la droguerie, le froid, l'électronique. Le dossier de passation ne comprend ni termes de référence, ni proposition de services, ni rapport d'étude, laissant entrevoir un doute sur la réalité des prestations. Les factures pro forma semblent provenir de la même source laissant entrevoir une collusion.</p> <p>Nous rappelons que conformément aux préconisations de l'article 77 du CMP, les candidats à présélectionner dans le cadre d'une DRP doivent être qualifiés pour exécuter les prestations ciblées.</p>
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives et à appliquer la transparence requise dans la procédure de DRP, conformément à l'article 77 du CMP.</p>	

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP	
	ACQUISITION DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES	ENTRETIEN ET LA MAINTENANCE DU PARC INFORMATIQUE
<b>Attributaires</b>	GIE RAZAKHOU	DIOP NDEYE THIOUMBE NT TRADING
<b>Montants en F CFA</b>	7 490 050	1 434 000
<b>Non conformités</b>	<p>Nous avons identifié des écarts entre les montants des offres des candidats tels qu'ils figurent dans le tableau comparatif des offres et les montants reportés dans le procès verbal d'attribution.</p> <p>L'examen des offres de soumissionnaires a permis de constater de nombreuses similitudes dans leur présentation laissant entrevoir une collusion (Les offres de STFC, du GIE MARIAME et du GIE SOPE MAME DIARRA suivent une progression arithmétique de raison 5 000) ;</p>	<p>Seule l'offre de l'attributaire est versée au dossier ;</p> <p>Le contrat est très sommaire et ne donne aucune indication sur la durée de l'intervention du prestataire ; ce faisant, nous ne pouvons nous prononcer sur le caractère raisonnable ou non du taux de facturation de 143 400 F CFA pour l'entretien d'un ordinateur.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.</p> <p>Veiller à une mise en œuvre rigoureuse et transparente des procédures de DRP conformément à l'article 77 du CMP.</p>	

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP	
	CONFECTION DE TEE SHIRTS ET IMPRESSION ET CASQUETTES	ATELIER DE REALISATION CONTRIBUTION DU MFSNEFM A LA REALISATION AUX O M D
Attributaires	SOFEXIS -SUARL	NDAO AIDA FDS (FALLOU DISTRIBUTION SERVICES)
Montants en F CFA	14 985 000	14 892 780
Non conformités	<p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des signes de collusion manifeste entre les fournisseurs. Par ailleurs, à l'exception de celle de l'attributaire, toutes les offres sont de montants supérieurs au seuil de passation des marchés par appel d'offres.</p>	

L'organisation de cet atelier de finalisation de la contribution du Ministère aux OMD a été confiée à une entreprise spécialisée dans le nettoyage, la vente de produits d'entretien, de matériel informatique...

Le dossier ne comporte ni termes de référence, ni rapport au terme de l'atelier. Des frais d'hébergement et de restauration, des honoraires de consultants ...sont facturées par une entreprise qui n'est ni réceptif hôtelier, ni un traiteur, ni un organisme de formation, ni un consultant. Le dossier ne comporte pas de liste de participants, de feuille de présence laissant subsister une incertitude sur la réalité de l'activité.

A l'exception de celle de l'attributaire, les montants des offres des autres soumissionnaires dépassent le seuil de passation des marchés par AO.

En outre, nous relevons qu'une autre activité également relative à l'organisation d'un l'atelier de finalisation et de validation de la contribution du Ministère pour la réalisation des OMD a été attribuée à BERDES pour un montant de 20 894 260 FCFA.

Il s'agit d'un fractionnement, car ces 2 activités sont similaires.

Au total 35 787 040 FCFA ont été dépensés pour une même activité, sans rapport ou autre justificatif permettant d'attester de la réalité des prestations.

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à l'application rigoureuse de l'article 54-2 du CMP afin d'éviter les fractionnements.</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.</p> <p>Veiller à une mise en œuvre rigoureuse et transparente des procédures de DRP conformément à l'article 77 du CMP.</p>
------------------------	---

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP	
	ETUDE D'EVALUATION ET DE REACTUALISATION DES INDICATEURS DE SUIVI DES PROJETS ET PROGRAMMES SOCIAUX	AUTRES PRESTATION DE SERVICES (REPROGRAPHIE DE DOCUMENTS)
Attributaires	GIE MBOUR ET GOUNASS	GLOBAL BUROTIC SERVICES -SARL GLOBUS-SARL
Montants en F CFA	9 999 320	6 964 000
Non conformités	<p>La réalisation de la mission portant étude d'évaluation et de réactualisation des indicateurs de suivi des projets et programmes sociaux a été confiée à un prestataire qui n'a aucune qualification pour effectuer ce type de prestations intellectuelles ; il évolue dans le commerce général de marchandises diverses... Notons sous ce rapport que tous les « consultants » short – listés sont plutôt connus dans le commerce de marchandises diverses, l'import export, les prestations de services. Le dossier de passation ne comprend ni termes de référence, ni proposition de services, ni rapport d'étude laissant subsister un doute sur la réalité des prestations. Les factures pro forma semblent provenir de la même source laissant entrevoir une collusion.</p>	<p>La lettre de saisine des soumissionnaires qui n'indique pas la date limite de dépôt des offres est du 17 juin 2009 alors que les offres sont datées du mois d'avril et le procès verbal de « dépouillement » du 25 mai 2009. Il s'agit manifestement d'une procédure de régularisation en violation de l'article 44 du COA. Les mêmes fautes d'orthographe sont commises sur les factures pro forma laissant entrevoir une collusion entre les fournisseurs ou une simulation de l'AC.</p>
Recommandations	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.</p> <p>Veiller à une mise en œuvre rigoureuse et transparente de la procédure de DRP (se conformer aux articles 43, 44, 45, 77 du CMP).</p> <p>Bannir la régularisation en se conformant à l'article 44 du COA.</p>	

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP		
	ATELIER DE PARTAGE DES ORIENTATIONS ET MISSIONS DU MINISTERE	FOURNITURES DE BUREAU	FOURNITURES DE BILLETS D'AVION
Attributaires	NT TRADING	NT TRADING	N.T TRADING
Montants en F CFA	11 570 136	4 838 000	4 500 000
Non conformités	<p>L'organisation de cet atelier de partage des orientations et missions du Ministère avec les services centraux et déconcentrés a été confiée à une entreprise spécialisée en tout (NT Trading vend du mobilier de bureau, des fournitures de bureau, des billets d'avion, assure l'entretien du parc informatique, réalise les installations du réseau internet, organise des conférences et séminaires pour la DSDS).</p> <p>Le dossier ne comporte ni termes de référence, ni rapport au terme de l'atelier laissant subsister un doute sur la réalité de la prestation.. Des frais d'hébergement et de restauration, sont facturés par une entreprise qui n'est ni un réceptif hôtelier, ni un organisme de formation, ni un traiteur, ni un consultant. Le dossier ne comporte pas de liste de participants, de feuille de présence laissant subsister une incertitude sur la réalité de l'activité.</p> <p>Toutes les factures pro forma présentées par les candidats proviennent de la même source ou de sources liées et comportent des signes manifestes de collusion.</p>	<p>Toutes les factures pro forma présentées par les candidats proviennent de la même source ou de sources liées et comportent des signes manifestes de collusion.</p> <p>Globalement les sommes se suivent par une progression arithmétique de raison 25 ;</p> <p>L'ouverture des plis est antérieure à la date d'établissement des factures pro forma d'où l'irrégularité de la procédure (NT TRADING : 3 Mars 2009, O KEBE : le 6 Mars 2009, MAH BAT : le 6 Mars 2009 par ailleurs comporte le même numéro de pro forma que l'offre d'O. KEBE, Entreprise GEMELLI : 13 Mars 2009, WORLD CONCEPT : 2 Mars 2009) ; il s'agit manifestement d'une régularisation en violation de l'article 44 du COA.</p>	<p>Des entreprises qui ne sont ni des compagnies aériennes, ni des agences de voyages sont consultées pour la fourniture de billets d'avions à la DSDS.</p> <p>Outre les signes manifestes de collusion identifiables à l'examen des offres des soumissionnaires, ces dernières sont extrêmement élevées eu égard aux destinations demandées en raison du fait que les prix des billets d'avion incluent les frais de mission à verser aux bénéficiaires.</p> <p>Cette procédure est irrégulière au vu de la réglementation des finances publiques.</p>



<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.</p> <p>Veiller à la rigueur dans la mise en œuvre de la procédure de DRP (se conformer aux articles 43, 44, 45, 77 du CMP.</p> <p>Bannir la régularisation en se conformant à l'article 44 du COA.</p> <p>Veiller à respecter scrupuleusement les règles d'engagement des dépenses publiques.</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p>
------------------------	---

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP		
	CARBURANT	REPROGRAPHIE DE DOCUMENTS	CONFIGURATION ET INSTALLATION DU RESEAU INTERNET
Attributaires	E.B.T.P CH.DIOP DIOP CHEIKH	SOFEXIS -SUARL	NT TRADING
Montants en F CFA	9 842 000	7 000 000	5 142 735
Non conformités	<p>Le dossier ne comprend aucun document prouvant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle. Par ailleurs, le prestataire choisi n'est ni un pétrolier ni un gérant de station services. Il s'agit en fait d'un prestataire ayant une surface financière pouvant lui permettre de mettre des bons de carburant à la disposition du Ministère de la Famille.</p> <p>En outre, un marché de même nature a été attribué au même prestataire pour un montant de 10 000 000 FCFA.</p> <p>Il s'agit donc d'un fractionnement des dépenses, car le cumul de ces 2 marchés (19 842 000 FCFA) dépasse largement le seuil de passation de marché.</p>	<p>Toutes les factures pro forma présentées par les candidats proviennent de la même source ou de sources liées et comportent des signes manifestes de collusion.</p> <p>Nous notons une progression arithmétique de raison 125 000 entre les offres.</p>	<p>La lettre de saisine des soumissionnaires est très sommaire et ne donne pas assez de précision sur la nature des prestations à effectuer. Par ailleurs, les candidats pré-sélectionnés sont toujours les mêmes que ceux consultés sur les autres marchés attribués à NT TRADING.</p> <p>Les offres des soumissionnaires pour cette prestation n'ont pas été jointes au dossier de passation pour nous permettre d'apprécier la transparence de la procédure;</p>

<b>Recommandations</b>	Se conformer à l'article 77 du CMP et veiller à plus de transparence dans les procédures. Veiller à bannir le fractionnement des marchés.	Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.	Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés ;  Veiller à une plus grande rigueur dans la mise en œuvre de la procédure de DRP (se conformer aux articles 43, 44 et 45 du CMP).
------------------------	--	--	---

## PROJET DE LUTTE CONTRE LA TRAITE ET LES PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP			
	CONFERENCE CONGRES SEMINAIRES	ELABORATION DU REPERTOIRE DES INTERVENANTS ET PARTENAIRES	CONFERENCE CONGRES SEMINAIRES	ORGANISATION JOURNEE DE SENSIBILISATION ET DE PARTAGE
Attributaires	NDAO AIDA FDS (FALLOU DISTRIBUTION SERVICES)	GIE BERDES	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU	DIENG MALICK GENERAL MATERIEL DE BUREAU
Montants en F CFA	14 514 000	8 000 000	14 514 000	10 885 500
Non conformités	L'organisation de la journée de sensibilisation et de partage sur la création des micro – projets a été confiée à une entreprise de nettoyage et de vente de produits d'entretien... Aucun des candidats consultés n'est spécialisé dans le domaine et toutes les factures pro forma présentées ont été établies par la même source ou des sources liées.	Les cinq factures pro forma présentées par les soumissionnaires sont identiques et illustrent une collusion entre fournisseurs.	Les lettres d'invitation ne mentionnent pas les noms des candidats sollicités pour la DRP La lettre de notification à l'attributaire ainsi que les lettres d'information aux candidats dont les offres ont été rejetées ne figurent pas au dossier du marché Les cinq factures pro forma présentées par les soumissionnaires sont identiques et illustrent une collusion entre les fournisseurs. Le contrat n'a pas été soumis aux formalités d'enregistrement au service des Impôts et domaines.	Les cinq factures pro forma présentées par les soumissionnaires sont identiques et illustrent une collusion entre fournisseurs.

<b>Recommandations</b>	Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.</p>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.</p>	Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives
------------------------	---	---	---	---

## APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE GENRE (SNEEG)

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGIFIP				
	CARBURANT	REPARATION ET CHANGEMENT DE PIECES	CARTOUCHES D'ENCRE	ACHAT DE FOURNITURES	FRAIS DE PUBLICATION
Attributaires	E.B.T.P CH.DIOP DIOP CHEIKH	SENE ABDOU KHAFOR	MBAYE BABACAR " DEBRO "	C.I.M.A.D. SUARL	GIE RAZAKHOU
Montants en F CFA	10 000 000	1 622 500	3 934 120	3 999 964	9 999 037
Non conformités	<p>Le dossier ne comprend aucun document prouvant la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle. Par ailleurs, le prestataire choisi n'est ni un pétrolier ni un gérant de station services. Il s'agit certainement d'un prestataire ayant une surface financière pouvant lui permettre de mettre des bons de carburant à la disposition du Ministère de la Famille.</p> <p>En outre, un marché de même nature a été attribué au même prestataire pour un montant de 9 842 000 FCFA.</p> <p>Il s'agit donc d'un fractionnement des dépenses, car le cumul de ces 2 marchés (29 842 000 FCFA) dépasse largement le seuil de passation de marché.</p>	<p>Le dossier ne comprend que l'offre de l'attributaire. Nous n'avons aucune preuve de l'organisation d'une procédure concurrentielle préalable au choix du fournisseur.</p>	<p>Le dossier ne comprend que l'offre de l'attributaire. Nous n'avons aucune preuve de l'organisation d'une procédure concurrentielle préalable au choix du fournisseur</p>	<p>Nous avons identifié des signes de collusion au regard de la présentation similaire des factures pro forma des soumissionnaires (CIMAD, SEN PAPETERIE, SNS, ALY MULTISERVICES, CIC).</p>	<p>Nous avons identifié des signes de collusion au regard de la présentation similaire des factures pro forma des soumissionnaires (GIE RAZZAKHOU, GIE JEF REK MO WOR, BBIC, BFSE, MAR MBAYE MULTI SERVICES)</p>

<b>Recommandations</b>	Se conformer à l'article 75 du CMP Veiller à bannir le fractionnement des marchés.	Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.  Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.
------------------------	---	---

# PROJET EVF/DAARA (AMENAGEMENT CADRE DE VIE DANS LES DAARAS)

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP			
	ACHAT DE PRODUITS D'ENTRETIEN	FORMATIONS DE MAITRES CORANIQUES	ACHAT DE CANARIS AMELIORES	ACHAT DE BIENS ET SERVICES POUR LES DAARAS
<b>Attributaires</b>	BA SOULEYMANE EGCB			
<b>Montants en F CFA</b>	4 236 200	2 500 000	14 891 600	14 986 000
<b>Non conformités</b>	<p>Le dossier ne comprend que l'offre de l'attributaire.</p> <p>Le contrat est sommaire et ne comporte aucune clause spécifique ;</p>	<p>La lettre d'invitation ne mentionne pas les prestations ciblées. Cinq candidats ont été consultés (EGCB, Entreprise Service Plus, Ets Souleymane Ba, Chabiba Prestations, Top Global Plus).</p> <p>Toutefois, il y a lieu de constater que EGCB attributaire du marché et le soumissionnaire dénommé « Souleymane BA » constitueraient une seule et même personne morale. Il n'y a donc pas eu de réelle concurrence. Il s'y ajoute qu'après la découverte d'un tel constat, le marché doit</p>	<p>Le dossier ne comprend que l'offre de l'attributaire.</p> <p>La lettre d'invitation ne mentionne pas les prestataires ciblés, ni la date limite de dépôt des offres.</p> <p>A l'exception de celle de l'attributaire, aucune autre offre ne figure dans le dossier de passation.</p> <p>Les procès verbaux d'ouverture et d'attribution ne sont pas classés dans le dossier de passation. Les mêmes entreprises sont consultées, les mêmes attributaires pour les deux ateliers de formation des maitres coraniques et d'achats de denrées alimentaires sont</p>	<p>Le dossier de passation du marché relatif à cette opération n'a pas été remis à la mission. Ce faisant, nous n'avons pas pu mettre en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre de nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire.</p>



		être annulé et le fait signalé à l'ARMP pour que des sanctions soient prises.	appelés de nouveau à soumissionner pour la production d'ouvrages et infrastructures (canaris).	
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marché ;</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence et bannir toute pratique collusive ;</p> <p>Ne pas consulter des entreprises ayant le même propriétaire dans la même DRP ;</p> <p>Mentionner les noms des candidats consultés simultanément sur les lettres de consultation conformément à la circulaire N° 004PM/CAB du 31/03/2009.</p>			

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP			
	FORMATIONS EN CARACTERES CORANIQUES	DENREES ALIMENTAIRES DESTINEES AUX DAARAS	ACHAT DE NATTES GM /MATELAS ET COUVERTURES	ACHATS CANARIS A FILTRE AMELIORES
Attributaires	BA SOULEYMANE "E.G.C.B."	BA SOULEYMANE "E.G.C.B."	SARR PAPA ARFANG D.S.P.S.	SARR PAPA ARFANG D.S.P.S.
Montants en F CFA	7 499 992	14 986 000	14 879 328	14 891 600
Non conformités	<p>Aucun document de passation n'est versé dans le dossier de marché.</p> <p>Les mêmes entreprises consultées précédemment dans les DRP relatives à la formation des maitres coraniques et l'achat de denrées alimentaires sont encore une fois consultées et le même attributaire en l'occurrence EGCB est reconduit avec les mêmes anomalies constatées.</p> <p>Les lettres d'invitation, les offres des soumissionnaires, excepté celle de l'attributaire, la lettre de notification à l'attributaire et les lettres d'information aux soumissionnaires dont les</p>	<p>Aucun document de passation n'est versé dans le dossier de marché.</p> <p>La lettre d'invitation ne mentionne pas l'identité des prestataires ciblés.</p> <p>Le tableau synoptique joint au PV de dépouillement nous fait également constater que les offres sont au dessus du seuil de passation hormis celle de l'attributaire EGCB qui apparait dans les documents de règlement comme « BA Souleymane EGCB».</p> <p>EGCB et les Ets Souleymane BA sont encore une fois consultées dans la même DRP.</p> <p>Il s'agit d'une faute</p>	<p>Seuls les documents de réception ont été mis à notre disposition. En l'absence de documents de passation, nous ne pouvons nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection de l'attributaire.</p>	<p>Seuls les documents de réception ont été transmis.</p> <p>La lettre d'invitation ne mentionne pas l'identité des prestataires ciblés ni la date limite de dépôt des offres. Les mêmes entreprises sont consultées, le même attributaire pour les deux ateliers de formation des maitres coraniques et d'achats de denrées alimentaires sont appelées de nouveau à soumissionner pour la production de canaris améliorés.</p>

	offres ne sont pas retenus, ne figurent pas dans le dossier.	susceptible d'entraîner l'annulation du contrat et justifiant la saisine de l'ARMP pour la prise de sanctions.		
<b>Recommandations</b>	<p>Accorder des délais raisonnables de préparation des offres ;</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence et bannir toute pratique collusive ;</p> <p>Mentionner les noms des candidats consultés dans les lettres d'invitation à soumissionner conformément à la circulaire N° 004PM/CAB du 31/03/2009 ;</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marché.</p>			

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP			
	COFFRETS MEDICAUX	MATERIEL D'ASSAINISSEMENT	MATERIELS DE BUREAU	AFFICHES BOITES A IMAGES
Attributaires	SARR PAPA ARFANG D.S.P.S.	SARR PAPA ARFANG D.S.P.S.	ENTREPRISE SERVICE PLUS	DIAKHATE FATOU ALFA SERVICES
Montants en F CFA	14 897 500	14 775 960	1 999 935	2 991 300
Non conformités	Seuls les documents de réception ont été transmis. En conséquence, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire.	Seuls les lettres de consultation et les documents de réception figurent dans le dossier de marché. Ce faisant, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire.	Excepté la facture de l'attributaire, aucune offre n'est versée au dossier du marché. Toutefois, il y a lieu de constater que EGCB attributaire du marché et le soumissionnaire dénommé « Souleymane BA » constitueraient une seule et même personne morale qui ont été consultés dans la même procédure de DRP.	La lettre d'invitation ne mentionne pas l'identité des prestataires consultés ni la date limite de dépôt des offres. Seule l'offre de l'attributaire figure dans le dossier. En conséquence, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire.
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marché ;</p> <p>Ne pas consulter des entreprises ayant le même propriétaire dans la même DRP ;</p> <p>Mentionner les noms des candidats consultés simultanément conformément à la circulaire N° 004PM/CAB du 31/03/2009.</p>			

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP		
	CARTOUCHES TONER CLES	FOURNITURE DE BUREAU	FOURNITURE DE PIECES DETACHEES
Attributaires	DIAKHATE FATOU ALFA SERVICES	DIAKHATE FATOU ALFA SERVICES	DIAKHATE FATOU ALFA SERVICES
Montants en F CFA	985 300	2 996 315	998 752
Non conformités	Outre les lettres d'invitation à soumissionner, seule la facture pro forma d'ALPHA SERVICES figure dans le dossier ;	La lettre d'invitation ne mentionne pas l'identité des prestataires consultés ni la date limite de dépôt des offres. Seule l'offre de l'attributaire figure dans le dossier. En conséquence, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire	Seule l'offre de l'attributaire figure dans le dossier.
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marché ;</p> <p>Mentionner les noms des candidats consultés conformément à la circulaire N° 004PM/CAB du 31/03/2009.</p>		

## FOND D'ACTION DE LA FEMME (FAF)

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP			
	JOURNEES PANAFRICAINES	FETES ET CEREMONIES	CEREMONIE DE LANCEMENT DU CRD SPECIAL DE L'AXE CENTRE A THIES.	CEREMONIE DE LANCEMENT DU CRD DE KAOLACK
Attributaires	SARR PAPA ARFANG D.S.P.S.	MAGIC-LAND-SARL	BAOL SERVICES	GIE PRESIDENT
Montants en F CFA	14 868 000	2 035 500	9 853 000	10 000 000
Non conformités	Nous avons identifié des signes de collusion au regard de la présentation et du contenu des factures pro forma des soumissionnaires (DSPS, MAGOU ENTREPRISE, KEUR SERIGNE BABACAR SY, NIAYES IMPORT EXPORT, EGOS).	Dossier non transmis	Nous constatons des signes de collusion entre TOUBA SERVICE, THIARGANE ENTREPRISE, TECHNOPOINTE PLUS et TOP 2. Les factures pro forma sont identiques avec les mêmes fautes commises.	Les lettres de saisines ne sont pas versées dans le dossier.  Nous constatons des signes de collusion entre GIE LE PRESIDENT, DIKEL ENTREPRISE GENERALE, KOLERE et DISTRIBUTION PLUS.
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marché ;</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence et bannir toute pratique collusive conformément à l'article 77 du CMP.</p>			

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP		
	LANCEMENT DE LA JOURNEE DE L'ENFANT	ATELIER DE PARTAGE DES NOUVELLES STRATEGIES DU MINISTERE SALY	ACHAT DE MATERIELS SPORTIFS
<b>Entreprises consultées</b>	FALL ABDOU LAHAT, SOPASEC SARL, PRESCOM, JOKKO DISTRIBUTION, MAGOU.ENTREPRISE	MAGOU, LAHAT, JOKKO, NIAYES IMP EXP ET ACP	
<b>Attributaires</b>	MAGOU ENTREPRISE	MAGOU ENTREPRISE	GIE SENEGALAISE MULTI SERVICES
<b>Montants en F CFA</b>	14 997 800	14 915 200	2 949 000
<b>Non conformités</b>	De nombreuses similitudes ont été notées entre les offres de SOPASEC, PRESCOM d'une part, et celles de MAGOU ET LAHAT d'autre part.	Des signes de collusion ont été constatés sur les factures pro forma présentées par MAGOU, JOKKO, NIAYES IMPORT EXPORT et ACP.	Des signes de collusion ont été constatés sur les factures pro forma présentées par ABT GRAFCO, MOUMINATOU ET ETS BOUNAMA TRAORE.
<b>Recommandations</b>	Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives conformément à l'article 77 du CMP.		

## CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP
	ACHAT DE FOURNITURESDE BUREAU
Attributaire	OUMAR NATOU DRAME
Montants en F CFA	3 499 998
Non conformités	<p>Des signes de collusion ont été notés entre les offres d'OND, DECONEB, EDCFMB, SEENPGIE DD.</p> <p>Les cinq factures pro forma ont toutes été envoyées le 08 Juillet et sont présentées de la même manière laissant présager un simulacre de concurrence.</p> <p>Trois factures pro forma ne comportent ni numéro de RC, ni NINEA (SEENP, GIE DD, EDCFMB), en violation des dispositions de la réglementation ;</p>
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés ;</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives ;</p> <p>Se conformer à l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires à inscrire dans les contrats.</p>



## PROJET GENRE /PROG POP/FNUAP

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP		
	CONFECTION AFFICHES ET DEPLIANTS POUR LA SENSIBILISATION SUR LE GENRE	ORGANISATION JOURNEE DE SENSIBILISATION ET DE PLAIDOYER POUR LES PARLEMENTAIRES	NETTOIEMENT LOCAUX
<b>Attributaires</b>	GIE RAZZAKHOU	GIE MARIAME	ABS
<b>Montants en F CFA</b>	4 998 480	9 999 999	1 996 560
<b>Non conformités</b>	Le dossier de passation du marché relatif à cette opération ne comprend que la facture de l'attributaire. En conséquence, nous n'avons pas pu mettre en œuvre des procédures de vérification propres à nous permettre de nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire.	Des signes de collusion ont été notés entre les offres de GIE MARIAME, ALLIANCE AFRIC MEDIA, KHADIM DIAKHATE, GIE SOPE MAME DIARRA, NDEYE GNAGNA FALL.	-
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés ;</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.</p>		

## COMMISSARIAT SECURITE ALIMENTAIRE (CSA)

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP	
	PNEUMATIQUE ET BATTERIES	TRANSPORT DE RIZ AIDE ALIMENTAIRE JAPONAISE
Attributaires	SIEPA	ETS WELY
Montants en F CFA	14 456 485	13 369 624
Non conformités	<p>Les offres de quatre des cinq soumissionnaires sont présentées de la même manière laissant entrevoir une collusion</p> <p>L'un des membres de la commission occupe le poste de contrôleur de gestion.</p> <p>Le procès verbal d'ouverture des plis, le rapport d'évaluation et le procès verbal d'attribution ont été tous condensés dans un seul et unique document.</p> <p>Les lettres d'informations aux soumissionnaires non retenus ne sont pas établies.</p> <p>Le délai de préparation des offres est anormalement court, les entreprises sont invitées à soumissionner le 08 Avril 2009 et la date limite de dépôt des offres est fixée le 10 avril.</p> <p>La séance d'ouverture des plis s'est tenue quatre jours après la date limite de dépôt des offres.</p>	<p>Le contrat n'est pas soumis à la formalité de l'enregistrement.</p> <p>Aucune soumission n'a été versée au dossier de marché; en conséquence, nous ne pouvons nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire</p>
Recommandations	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés ;</p> <p>Soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement.</p>	<p>Veiller à respecter les dispositions de l'article 54-2 du CMP sur le fractionnement.</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGIF		
	CONFECTION DE BACHES POUR LES VEHICULES	ENTRETIEN ET MAINTENANCE BATIMENTS	ENTRETIEN ET MAINTENANCE BATIMENTS
<b>Attributaires</b>	SENEGALAISE DE MARKETING ET CONFECTION	ENTREPRISE DAKAROISE DE PLOMBERIE ET D'ENTRETIEN	ENTREPRISE DAKAROISE DE PLOMBERIE ET D'ENTRETIEN
<b>Montants en F CFA</b>	4 330 600	8 156 148	2 363 835
<b>Non conformités</b>	A l'exception de l'offre de l'attributaire, aucune autre soumission n'a été versée au dossier de marché; ce faisant, nous ne pouvons nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire	<p>Il est annoncé dans les lettres d'invitation que l'ouverture des plis se fera le 17 Mars date limite de dépôt des offres alors que la dite séance a eu lieu le 10 Avril 2009 sans avis de report de l'ouverture.</p> <p>Aucune soumission n'a été versée au dossier de marché; ce faisant, nous ne pouvons nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire</p> <p>Une seule et unique DRP avec plusieurs lots aurait du être passée pour éviter le fractionnement des marchés en violation de l'article 54-2 du CMP sur le fractionnement.</p>	
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés ;</p> <p>Soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement.</p>	<p>Veiller à respecter les dispositions de l'article 54-2 du CMP sur le fractionnement ;</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés.</p>	

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP			
	ACQUISITION DE BATTERIE	DOCUMENT A IMPRIMER	REALISATION FICHE DE STOCK FICHE NAVETTE, FICHE DE LOT, FICHE DE CONTROLE PRODUITS PHYTO	TRANSPORT DE RIZ
Attributaires	SIEPA	NGAYENNE ENTREPRISE	SIEDIS	CHEIKH DIENE ET FRERES
Montants en F CFA	5 550 175	1 999 746	1 975 579	7 899 864
Non conformités	Aucune soumission n'a été versée au dossier de marché; en conséquence, nous ne pouvons nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire	Aucune soumission n'a été versée au dossier de marché; en conséquence, nous ne pouvons nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire.	<p>Aucune soumission n'a été versée au dossier de marché; en conséquence, nous ne pouvons nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire</p> <p>Nous notons que les lettres de saisine ne mentionnent pas et n'indiquent pas la date limite de dépôt des offres ;</p>	<p>La DRP n'indique pas l'identité des soumissionnaires auxquels les lettres ont été envoyées.</p> <p>La date limite de dépôt des offres n'est pas mentionnée dans les lettres d'invitation. Il est juste précisé que les offres seront déposées au secrétariat particulier du Directeur du CSA.</p> <p>Aucune soumission n'a été versée au dossier de marché; en conséquence, nous ne pouvons nous prononcer sur la transparence de la procédure de sélection du prestataire.</p>

<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés ;</p> <p>Soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement ;</p> <p>Mentionner les noms des candidats consultés simultanément conformément à la circulaire N° 004PM/CAB du 31/03/2009.</p>
------------------------	--

**PLATEFORME D'APPUI AU SECTEUR PRIVE (PLASEPRI)**

<b>DESCRIPTION</b>	<b>OPERATION PASSEE PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP</b>
	<b>ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU</b>
<b>Attributaires</b>	NAURY GAYE
<b>Montants en F CFA</b>	4 999 660
<b>Non conformités</b>	<p>Les lettres de consultation n'ont pas été déchargées ;</p> <p>Aucune des factures pro forma versées au dossier de marché n'est datée ;</p> <p>Le contrat du 24 juin 2009 n'a pas été enregistré ;</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des signes de collusion entre fournisseurs (Sénégalaise de fournitures et de nettoyage, Bourretta Services et Talla Tamedou &amp; Frères) ;</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés ;</p> <p>Veiller à assurer une réelle concurrence en bannissant les pratiques collusives.</p>

# **DIRECTION DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE**

<b>DESCRIPTION</b>	<b>OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP</b>			
	<b>Achat de produit d'entretien</b>	<b>Achat Fournitures de Bureau</b>	<b>Achat Fournitures de Bureau</b>	<b>Paielement répertoire des ONG Agrées au Sénégal</b>
<b>Attributaires</b>	SOFT SERVICES	E.T.S TECHNISYS	E.T.S TECHNISYS	HORIZON PLUS
<b>Montants en F CFA</b>	826 500	3 475 100	1 159 350	1 963 992
<b>Non conformités</b>	<p>Les achats de fournitures de bureau ont été fractionnés en violation des dispositions de l'article 54-2 du CMP ;</p> <p>Les supports de la mise en concurrence de plusieurs fournisseurs n'ont pas été transmis.</p>			
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marchés ;</p> <p>Se conformer à l'article 54-2 du CMP sur le fractionnement.</p>			

## DIRECTION DE LA FAMILLE

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP		
	CONSOMMABLES INFORMATIQUES	ACHAT DE CARBURANT	FOURNITURES DE BUREAU
Attributaires	AFRIQUE IMPACT	SHELL SENEGAL	MAGOU ENTREPRISE
Montants en F CFA	1 262 600	2 970 760	2 527 560
Non conformités	La durée de préparation des offres est anormalement longue (34 jours). Le dépôt des offres est pour le 06 Avril et le dépouillement le 15.	Au niveau de la facture définitive de l'attributaire, le montant en chiffres est différent de celui écrit en lettres : « neuf millions neuf cent soixante dix mille sept cent soixante francs ».	-
Recommandations	Veiller à ce que les montants en chiffres inscrits sur les factures correspondent à ceux écrits en lettres.		



**CENTRE D'ACCUEIL, D'INFORMATION ET D'ORIENTATION POUR ENFANTS EN SITUATION DIFFICILE « GUINDDI »**

DESCRIPTION	OPERATION PASSEE PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP			
	MATERIELS PEDAGOGIQUES ET DIDACTIQUES	CARBURANT	ACHAT DE FOURNITURE DE BUREAU	ACHAT DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES
Entreprises consultées	Malick KASSE Entreprise DIAMONO KHEWEL-Serigne MBAYE-GIE Abdoulaye KEBE-GIE Cheikh Ahmadou Bamba SY-Entreprise Tawalkaltou Alalah			
Attributaires	MALICK KASSE ENTREPRISE DIAMONO KHEWEL	TOTAL SENEGAL	MAGOU ENTREPRISE	MAGOU ENTREPRISE
Montants en F CFA	1 309 800	1 999 843	1 353 932	2 321 060
Non conformités	De nombreuses similitudes ont été notées dans la présentation des factures pro forma laissant entrevoir une collusion.	Les dossiers transmis ne comprennent aucun support pouvant justifier la mise en concurrence de plusieurs fournisseurs préalablement au choix des attributaires ;  Concernant les fournitures de bureau, nous avons noté une surfacturation relative à l'achat de rames de papier A4 facturées à 5 000 F CFA l'unité alors que le prix pratiqué sur le marché se chiffre à 3 000 F CFA ;		
Recommandations	Veiller à séparer les PV d'ouverture des plis et d'attribution conformément aux articles 67-4 et 81 du CMP ;  Se conformer à l'article 4 du CMP sur la terminologie à utiliser ;  Veiller à séparer les PV conformément aux articles 67-4 et 81 du CMP.			

DESCRIPTION	OPERATIONS PASSEES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP			
	SERVICES EXTERIEURS DE GARDIENNAGE	ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES	ACHAT FOURNITURE DE BUREAU	ACHAT DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES
Attributaires	E.P ELITE PROTECTION « ASEP »	NT TRADING	MAGOU ENTREPRISE	MAGOU ENTREPRISE
Montants en F CFA	9 057 150	2 522 250	942 820	939 280
Non conformités	<p>Les dossiers transmis ne comprennent aucun support pouvant justifier la mise en concurrence de plusieurs fournisseurs préalablement au choix des attributaires ;</p> <p>Concernant l'entretien et la réparation de véhicules, le PV de réception technique est dressé mais n'a pas été daté.</p>			
Recommandations	Veiller à l'archivage des documents de passation.			

DESCRIPTION	OPERATION PASSEE PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX ET / OU SELECTIONNEES A PARTIR DU SIGFIP		
	ACHAT DE PRODUITS D'ENTRETIEN	ENTRETIEN, REPARATION DE VEHICULE	CARBURANT
Attributaires	NEN-FILS (NOUVELLE ENTREPRISE N'DIAYE ET FILS)	NT TRADING	TOTAL SENEGAL
Montants en F CFA	2 547 974	838 980	2 120 613
Non conformités	Les dossiers transmis ne comprennent aucun support pouvant justifier la mise en concurrence de plusieurs fournisseurs préalablement au choix des attributaires.		
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 4 du CMP sur la terminologie à utiliser ;</p> <p>Veiller à un archivage exhaustif des pièces de marché.</p>		

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 14 avril 2011

A Madame le Ministre de la  
Famille et de l'Entrepreneuriat  
Féminin et de la Microfinance  
(MFEFM)

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

**Madame le Ministre,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires au plus tard dans les dix jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Madame le Ministre**, l'expression de notre parfaite considération.



**Ibra Guèye**  
Associé  
**B. S. C.**  
Business System Consulting Group  
12, Rue du Docteur THEZE  
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03  
BP: 11616 - Dakar SENEGAL  
Email: bsc@arc.sn

**ANNEXE 2. DEMANDE DE RESTITUTION DES DOCUMENTS DE PASSATION  
DES MARCHES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**



00000814

N° ...../MFOFPE/DAGE/at

21 AVR 2011

Dakar, le.....

*Le Ministre d'Etat,*

**Objet :** Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante  
de la conformité de la passation des marchés des autorités  
contractantes au titre de la gestion 2009.

**Référence :** V/L sans numéro en date du 14 avril 2011

**Monsieur le Directeur,**

J'accuse réception de votre lettre citée en objet, par laquelle vous m'avez transmis pour examen et observations, le rapport provisoire cité en objet.

Vous remerciant en retour, je vous prie de bien vouloir retourner à mes services, les documents de passation de marchés qui vous ont été remis avec décharge pour leur permettre d'examiner et de formuler leurs observations sur le rapport.

Nous conviendrons, de ce fait, que le délai de dix (10) jours fixé dans votre courrier, ne pourra démarrer qu'après réception des documents sus-mentionnés.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma considération distinguée.

/-))

**Monsieur Ibra GUEYE Associé BSC  
Business System Consulting Group  
12, rue du Docteur THESE  
Tél: 33 821 41 72**

**-DAKAR -**

**Ampliation :**  
- Directeur Général de l'ARMP



**Ndèye Khady DIOP**

**ANNEXE 3. LETTRE DE TRANSMISSION DES DOCUMENTS DE PASSATION  
DES MARCHES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE ET DECHARGE DU  
RESPONSABLE DE LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**



**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

*12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22 ) 33 821 41 72 Fax (221 )33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn*

---

Dakar, le 26 avril 2011

**A Madame le Ministre d'Etat**  
**Ministre de la Famille des Organisations Féminines**  
**Et de la Protection de l'Enfance**  
**(MFOFPE)**

**Objet :** Mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009 – Transmission de documents

**Madame le Ministre d'Etat,**

Nous accusons réception de votre lettre N° 814/MFOFPE/DAGE/at en date du 21 avril 2011 par laquelle vous nous demandez de retourner à vos services les documents de passation des marchés qui nous ont été transmis dans le cadre de notre mission portant revue indépendante de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009.

Nous vous transmettons sous ce pli les documents qui nous ont été remis par vos services.

Veuillez agréer, Madame le Ministre d'Etat, l'expression de notre parfaite considération.

---


**Ibra Guèye**


**Associé**

CENTRE NAT ASSISTANCE & FORMATION POUR LA FEMME			
Objet du marché	N° Bon d'Engagement	Mode de passation	Montant engagé
Carburant	320175	DRP	2 730 029 ✓ ok
	320154		2 729 675 ✓ ok
Consommables informatiques	320177	DRP	295 590 ✓ ok
	320 161		873 200 ✓ ok
Matériel de bureau	387 652	DRP	1 751 120 ✓ ok
	320181		583 879 ✓ ok
Matériel et produit d'entretien	320162	DRP	824 230 ✓ ok
	320 176		734 550 ✓ ok
Autres dépenses de communication	320 193	DRP	1 169 970 ✓ ok
Matériels pédagogiques et didactiques	320200	DRP	1 557 600 ✓ ok
Autres achats biens et services	320188	DRP	1 434 880 ✓ ok
	320189		296 180 ✓ ok
	320157		1 729 880 ✓ ok
Autres prestations de services	387651	DRP	3 899 900 ✓ ok
Entretien et réparation véhicules	320158	DRP	1 170 000 ✓ ok
Entretien et maintenance matériel informatique	320160	DRP	780 000 ✓ ok
Autres entretien et maintenance	320163		5 071 000 ✓ ok
Frais d'édition	320164	DRP	2 697 480 ✓ ok
Frais de poste	320190	DRP	390 000 ✓ ok
Frais d'impression et de publicité	320 166	DRP	1 827 230 ✓ ok
Conférences, congrès séminaires	320183	DRP	2 365 900 ✓ ok
Autres frais de mission	320 171		1 026 954 ✓ ok
Location véhicules	320 165		1 199 824 ✓ ok
	320194		1 140 175 ✓ ok
Internet	320168		367 000 ✓ ok
Fourniture de bureau	387652		1 751 120 ✓ ok
	320178		3 305 180 ✓ ok
	320159		4 098 730 ✓ ok

Commissariat Sécurité Alimentaire			
Objet du marché	N° Bon d'Engagement	Mode de passation	Montant engagé
Pneumatique	096 202	DRP	14 456 485 ✓

Pièces détachées	096203 096149 096150		9 525 500 ✓
Entretien et maintenance bâtiments	096143 096144	DRP	10 519 983 ✓
Bâches	096207	DRP	4 330 600 ✓
Transport de riz	096201	DRP	13 369 624 ✓

Reçu le 18/03/2011  
A. GUEYE  


le 02/05/2011  
Reçu Conforme  




Papa Sambare NDIAYE

### **ANNEXE 3. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE